

BnF : SUD Culture claque la porte du CHSCT!



SUD Culture Solidaires – Section BnF

Déclaration liminaire au CHSCT exceptionnel de la BnF du 11 décembre 2020

« Notre organisation syndicale tient à faire état à nouveau de sa consternation face à la posture adoptée par la direction, à sa conception totalement ubuesque du dialogue social.

Il y a 24h, 3 organisations syndicales de la BnF sur 4 décidaient de ne pas siéger à un CHSCT exceptionnel prévoyant d'examiner un plan de réouverture des expositions à compter du 15 décembre, ainsi qu'un plan d'organisation du travail sur site et à distance, à compter du 4 janvier 2021 et prévoyant entre autres une extension des horaires d'ouverture et du temps de présence sur site du personnel ne pouvant télétravailler.

Ce boycott était motivé par l'incohérence d'étudier ces modalités alors que le soir même le gouvernement devait faire des annonces dont nous connaissons désormais la teneur. Alors même que la conférence officielle n'avait pas eu lieu, la direction a décidé de reconvoquer à nouveau ce même CHSCT, le lendemain, vendredi 11 décembre à 10h, sans communiquer évidemment de nouveaux documents. Et si rien ne justifie pourtant une reconvoication si rapprochée de l'instance, comment ne pas y voir une « petite vengeance » ?

Si notre organisation syndicale n'a pas pour habitude de donner un blanc-seing à la direction de la BnF au sujet de

projets non finalisés et en l'occurrence non contextualisés, elle n'a pas non plus pour habitude de prendre des décisions sans avoir étudié, selon un fonctionnement démocratique interne auquel nous sommes attaché-es, les propositions de la direction qui à cette heure sont inexistantes. Cette façon de faire n'entre pas dans nos principes, nous la condamnons, et regrettons, une nouvelle fois, que la direction n'en tienne pas compte et se permette des accusations de soi-disant « posture » syndicale vis-à-vis d'une partie des représentant-es du personnel.

Sur le fond, nous constatons que les annonces du gouvernement sont bien arrêtées sur certains points : la majorité des établissements recevant du public restent fermés, un couvre-feu à 20h est mis en place pour une durée indéterminée, la reprise des activités culturelle est reportée à minima au 7 janvier 2021. Dans ces conditions, il est aussi précipité que dangereux de prévoir une quelconque extension des services rendus au public avant les annonces qui auront lieu début janvier. Le plan présenté le 10 décembre par la direction est donc, comme nous l'avions prédit, déjà obsolète.

Prendre en compte la détresse du personnel dont une des demandes légitimes est la visibilité, ce n'est pas prévoir des plans sur la comète qui pourront être récusés dans quelques semaines. L'hiver étant un facteur aggravant de circulation du virus, et les fêtes de fin d'année une période à haut risque de contamination, faisant craindre un nouveau pic de épidémie début janvier, il nous semble inconcevable de se projeter sur une quelconque organisation du travail début janvier autre que celle, à minima, de maintenir l'organisation adoptée actuellement : présence réduite sur site et accueil minimal du public qui n'est d'ailleurs pas au rendez-vous actuellement.

Notre position de fond étant exposée, notre organisation syndicale ne siègera pas à cette instance, en réponse au mépris et à l'autoritarisme dont a une nouvelle fois fait

preuve la direction avec brio ces dernières 24h. Nous demandons enfin à la direction de s'engager à respecter le calendrier des annonces gouvernementales, celles du 7 janvier étant importantes concernant la réouverture des expositions, plutôt que de se précipiter pour présenter des plans « aussitôt faits aussitôt caducs » dont nous refusons de discuter. »